Les fondements culturels et les arguments du processus de l'intégration européenne[1]

Nicolae Păun
Historien

Professeur à l'Université « Babeş-Bolyai »

Cluj-Napoca

Résumé

L'étude met en évidence les fondements culturels du processus d'intégration européenne et soumet au débat des arguments culturels pour la modernisation et l'européanisation de la société roumaine. Elle reprend le débat tradition - modernité qui a fait une carrière intéressante tout au long du XIXème siècle ainsi qu'au début du XXème siècle et souligne la rupture, la parenthèse tragique introduite par le régime communiste dans l'évolution culturelle et profondément européenne de la Roumanie. Elle plaide pour une deuxième modernisation et européanisation par la culture dans la nouvelle période historique commencée en 1989 et introduit dans le débat le potentiel pratiquement inépuisable de l'intellectualité, de l'élite, dans le processus de l'intégration européenne de la société roumaine.

L'Europe n'est pas seulement un continent des nations engagées sur la route de l'unification ou de la convergence éco-politique et culturelle, mais plutôt une zone structurée par une véritable géologie des sédiments de l'histoire culturelle, arrangés d'une façon entrecroisée, dissonants ou parfaitement superposés[2]. Par cette assertion, George Therborn veut dire que l'espace culturel de l'Europe s'est créé sur un fondement de systèmes culturels qui assurent et reproduisent du savoir, des normes et des valeurs. Il induit la perspective d'un modèle culturel européen dressé sur un entrecroisement intime, profond, visible ou moins visible des récipients communiquants. Cette projection est soutenue par beaucoup d'intellectuels, mais il faut aussi dire qu'il y a une autre vision historiographique de l'Europe : celle des ruptures et des clivages culturels[3].

Je ne me suis pas proposé d'analyser l'exceptionnel héritage et la grande diversité culturelle et historique européenne ; je veux dire seulement que c'est là la motivation et l'argumentation d'une appropriation - par tous les habitants de l'Europe - du processus d'intégration.

L'historiographie contemporaine déploie un grand nombre de clés d'interprétation de l'héritage et du projet culturel européen. La plupart tient compte de la dimension historique, politique et géopolitique du notre continent.

Le politologue norvégien Stein Rokkan a rédigé un ambitieux plan socio-scientifique sur la carte de l'Europe[4]. Il emploie un axe géopolitique – respectivement géo-économique – est-ouest et nord-sud, les deux insérés dans une vision historique. Selon

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

Rokkan, la dimension géo-culturelle est obligatoirement liée à la dimension religieuse, en passant par le suprême protestantisme du Nord, traversant des régions mixtes, puis par le catholicisme national pour arriver aux régions du catholicisme contreréformiste du sud. De l'ouest à l'est, la dimension géo-culturelle traverse des périphéries culturelles : maritimes (Islande, Norvège, Bretagne, Ecosse et Pays de Galles) ; des nations-empires maritimes (Grande-Bretagne, France, Danemark, Portugal, Espagne) ; des ceintures de villes (Hanse baltique et cités italiennes) ; des Etats ruraux continentaux (Suède, Prusse, Bavière, Autriche) ; et des Etats-tampon (Finlande, Hongrie et Yougoslavie).

Pourtant, Rokkan omet le monde au-delà de la frontière du grand-schisme de 1054 (mille cinquante-quatre) et laisse en dehors de la construction culturelle des régions importantes : celles de la Méditerrannée antique (Grèce), puis du sud-est européen, c'est-à-dire, plus ou moins, le monde de l'orthodoxie. Cette différenciation nord-sud – avec ses limites – correspond aux différences entre la civilisation méditerranéenne antique et celle des barbares, donc aux différences entre l'Empire romain et les tribus germaniques. De plus, au Moyen-Age, cette différence devient plus évidente, fondée sur l'usage du droit romain. Il faut sans doute mentionner qu'aucune des frontières des nouveaux Etats modernes de l'Europe ne se superposait parfaitement à cette démarcation nord-sud, même si les différence culturelles concernant l'histoire ancienne, la langue et la législation s'imposent à l'une comme à l'autre.

Les mêmes différences culturelles nord-sud, considérables, sont devenues la base commune d'un certain dialogue pendant le siècle de la Réforme et de la Contre-réforme, lorsque les conflits majeurs de l'Europe ont commencé à se développer sur une ligne Est-Ouest plutôt que Nord-Sud, c'est-à-dire ont été générés par des Etats rivaux et non plus par les différences culturelles[5].

Dans ce contexte, j'embrasse l'opinion des spécialistes[6] qui nient à la construction identitaire roumaine le sens sémantique de "périphérie culturelle-politique" et optent pour celui "(d')espace de confluence" de la culture et de la civilisation européenne.

L'espace roumain – et je peux l'affirmer sans la moinde émotion, car les arguments historiques et culturels sont bien évidents – a toujours été intégré géographiquement à l'Europe centrale et orientale, ayant produit un culture spécifique pour ce coin du monde[7]. Sans minimiser l'héritage culturel sud-est européen, post-byzantin, il ne faut pas négliger les structures occidentales dont le poids a augmenté d'une manière sensible, corrélé à la modernisation du XIXe siècle qui a touché et changé la totalité de la société roumaine.

Il est connu et analysé par l'historiographie pourquoi la Transylvanie, le Banat et la Boukovine – provinces occidentales et nordiques de Roumanie – sont entrées plus tôt et plus vite dans le processus d'européisation, pendant que les provinces sudistes et orientales – la Vallachie, la Moldavie – allaient se moderniser seulement après le traité d'Andrinople de 1829. Jusqu'en 1880 – année de la reconnaissance diplomatique de la Roumanie par les Etats européens – la culture et la civilisation appellées "occidentales" dominaient la société roumaine au nord et au sud des Carpathes.

En partant de ces fondements d'un visible développement à l'européenne[8], le concept d' « occidentalisation » s'est imposé d'une manière graduelle et parfois sinueuse tout au long des XIXe et XXe siècles. Malgré les quelques chutes dans le "prémoderne", la révolution des moeurs et de la mentalité des Roumains a été cataloguée par l'historien Neagu Djuvara (lauréat de l'Académie Française) comme la plus rapide et la plus spontanée de tous les peuples orthodoxes de l'Europe sud-orientale[9].

Les acquisitions occidentales, surtout culturelles, ont permis l'ouverture, dans la société roumaine, au XIXe siècle, d'un vrai chantier du changement qui, par ses conséquences, nous fait enregistrer un ample processus de transition culturelle qui est allé d'un vague Moyen Âge tardif jusqu'à la modernité la plus éclatante[10]. En même temps, l'économie

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

change de visage et peut désormais être appelée “capitaliste”[11]. Le style de vie change aussi, on abandonne les kaftans de l’Orient en faveur des vêtements à l’européenne, et les idées orientales pour celles de l’Occident. Si la minorité éduquée, possédant un peu de conscience politique, a été la véritable avant-garde de la modernisation, il ne faut pas ignorer l’espace rural, le monde du paysan qui représentait la majorité de la population. Il faut préciser aussi qu’au-delà de l’immobilisme et de l’obscurantisme d’une société fortement traditionnelle, une certaine individualisation des options culturelles peut être retrouvée.

A-côté de la ville, le village roumain est devenu un accélérateur de la modernisation. On rencontre ici des paysans qu’on a mis en possession des terres dès 1864, sachant lire et écrire, des ouvriers, des employés d’une corporation forestière ou pétrolière – tous forment une société différente de l’ancienne. Il y a une élite rurale, familière des écoles normales de type occidental ; une aristocratie soit libérale, soit conservatrice, qui a relevé le modèle politique occidental, même si sans y ajouter des jugements politiques ; des intellectuels, assez nombreux, constituant l’élite des petites villes. On voit donc un véritable front commun dressé contre les coutumes ancestrales et contre les clichés, qui doit agir à l’intérieur d’un monde rural dominé par une atmosphère patriarcale et par un autoritarisme nullement idyllique. Les ferments du capitalisme – l’idéologie libérale et les institutions modernes récemment projetées – changeront de toute façon la société dans son ensemble.

Il faut aussi dire que dans le processus de modernisation on peut rencontrer deux acteurs : l’Occidental, qui offre le modèle, et le Roumain, qui l’assimile. L’imitation même suppose un choix et un degré de compatibilité avec le modèle choisi[12]. La société roumaine était devenue – dans la seconde moitié du XIXe siècle – capable d’agir et de réagir dans le monde moderne, occidental, et cela se poursuivit tout au long de la première moitié du XXe siècle. En quelques décennies, on adopta l’une des plus modernes constitutions de l’Europe, celle de la Belgique, puis le modèle universitaire français, le système financier et de chemin-de-fer allemand, et d’autres institutions qui ont généré des disputes dans les milieux culturels et politiques. Ce furent des débâts où s’impliquaient sans réserve les intellectuels, participant, de cette façon, à l’édification d’un nouvel Etat.

Revenons à 1880, moment de la reconnaissance diplomatique de la Roumanie par l’Europe. Seulement 50 ans séparaient cette date de 1829, l’année du traité d’Andrinople, et déjà on pouvait remarquer l’intégration et l’adaptation effectives aux demandes et au rythme d’une Europe dont le développement était impressionnant dans ce siècle que notre continent appelle “classique”.

Rejoindre l’Europe et le modèle occidental a été fait par une politique consciente, par une entière pratique sociale, politique et culturelle. Cette stratégie est devenue plus véridique par le dialogue des deux principaux courants politiques de l’époque : le conservatisme et le libéralisme, par leur compétition et leurs produits intellectuels. Les susdites disputes parvenaient toutes – même par des voies différentes - à une seule conclusion : le consentement sur la modernisation. Les désaccords se produisaient sur les moyens et le rythme[13].

Cette “intégration” européenne de Roumanie était une réalité à la fin du XIXe siècle. On s’étonnait, à l’époque - autant qu’aujourd’hui - de la rapidité d’un tel changement. En 1920, seulement un siècle séparait la Roumanie européenne et occidentale de la Roumanie orientale, ottomane. La capacité de récupération se transposa dans les institutions et la législation qui changèrent la vie quotidienne et les mentalités. Cette modification profonde, culturelle avant tout, était fondée sur quelques paradigmes ; autrement dit, elle devint une formule de succès d’autant plus facile que c’était l’élite culturelle et politique du pays qui soutenait la transition rapide, accélérée, intuitivement soutenue par la population des villes et des villages.

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

Sur cette base de modernité déjà acquise, la Roumanie d'après l'a "Grande Guerre" agrandie territorialement et dont les frontières furent reconnues à Versailles[14] présentait une nouvelle physionomie. D'autres problèmes surgirent, concernant surtout une nouvelle idée de modernisation. On doit ici mentionner l'introduction du droit de vote universel, l'expropriation et la réforme agraire, l'apparition d'un système politique pluraliste, l'unification des structures institutionnelles, etc. Cela explique les grandes disputes autour du concept de modernisation où s'affrontèrent Ştefan Zeletin, Eugen Lovinescu – homme de lettres - , Dimtrie Gusti - sociologue - , Nicolae Iorga – historien et premier-ministre - , Alex. Lapedatu, Ioan Lupaş – historiens - , Ionel Brătianu – premier-ministre, Gheorghe Vintilă – premier-ministre aussi - , I.C. Filitti – historien et juriste – et de tant d'autres dont l'activité culturelle se déployait (scientifiquement, politiquement, culturellement) dans les instituts du pays, dans les 3000 journaux et revues, dans la société académique, dans le Parlement. Cela nous a été prouvé par Zigu Ornea[15], historien qui, pendant les années '80 analysait le message de la modernisation dans les années '20 – '30 et sa réception dans une société roumaine nourrie, à cette époque-là, par le dialogue entre tradition et modernité. Le paysage du débat – culturel, après tout – fut complété par les idées sur la nation, sur ses facteurs constitutifs, sur le moment où le désir d'édifier la nation démontrait les ressources et la vitalité de la société entière.

Il ne faut cependant pas négliger les problèmes. C'est vrai que les institutions politiques, économiques, sociales et culturelles, le parlementarisme, le système financier et bancaire, la Banque Nationale - c'est-à-dire ce visage européen et moderne – reflétaient une construction étatique synchronisée sur l'Europe, mais le retard était visible dans la sphère économique, sociale, là où le niveau de réception de la modernité se confrontait à la plus grande résistance des mentalités, car celles-ci étaient encore ancrées dans une couche qu'on pourrait appeler prémoderne[16]. Cette double situation a déterminé deux types de discours : un premier, avancé et moderne – sorti de l'école de Lovinesco – qui plaidait pour le synchronisme, fût-il technocratique seulement, et un second rétrograde, attaché à un discours fondamentaliste orthodoxe, nationaliste ou extrêmiste.

Ce modèle de développement de la société roumaine – qu'on désigne par la formule « La Roumanie d'entre les deux guerres » - était perçu comme une véritable renaissance par les politiciens et les historiens fascinés par cette chance unique de la Roumanie de se moderniser et de se réinsérer dans une Europe qu'on a dû lentement quitter à cause d'une situation géopolitique qui faisait que l'Asie dominait le sud-est européen. Le riche héritage historique de chaque province de Roumanie, l'héritage moral de l'histoire des Roumains, la nouvelle société et la nouvelle économie, l'analyse philosophique de la culture roumaine étaient les sujets préférés du monde académique.

Le débat sur le thème traditionalisme-modernité était une constante de l'époque et il donna naissance à de profondes implications politiques. Cette dialogie difficile entre l'occidentalisation et le monde archaïque fut analysée par le politologue Sorin Alexandrescu qui, dans son livre « Le paradoxe roumain » soulignait la précarité des institutions, le déficit démocratique dans les régions rurales et dans la mentalité des paysans ; il observait le fait que l'architecture de l'Etat était assiégée par des questions de légitimité et qu'elle avait besoin de clarifications surtout après 1918[17]. "Comment était-elle, la modernité, perçue dans une Roumanie où le rapport urbain-rural penchait d'une façon accablante en faveur de la ruralité?" ou "Est-ce que les tensions du dialogue tradition-modernité étaient maîtrisées par cette société où la modernité devait se confronter chaque jour au prémoderne ?" "Est-ce qu'on parvint à maîtriser les provocations idéologiques de l'époque ?"

Le modèle roumain d'entre les deux guerres à le merite d'avoir capté dans sa structure l'essence de la modernisation du politique, du législatif et de l'administratif, d'avoir flexibilisé et modernisé les structures capitalistes, le marché et la concurrence, la nouvelle construction culturelle et le domaine des mentalités. En même temps, ce modèle a été le prisonnier des différences entre le centre et la périphérie, du décalage chronologique de la

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

modernisation des différentes régions de Roumanie, mais aussi du décalage historique de la modernisation de la Roumanie auprès de l'Europe. Heureusement, malgré ce déficit, malgré le paradoxe roumain, le discours de la modernisation reflétait parfaitement la dynamique de l'Europe.

À l'offensive de modernisation de la Droite politique succéda celle de la Gauche extrême, imposée par les Soviétiques, donc illégitime. Elle fut plus profonde et plus destructive, transformatrice dans le sens le plus négatif car on essaya d'imposer un modèle idéologique, marxiste-léniniste toujours rejeté. Le communisme a fait sortir la Roumanie de sa voie de développement ; l'entier acquis culturel, mental, économique fut arrêté, détruit, on ré-orienta le pays, cette fois vers le stalinisme.

Après être sortie de l'Histoire pour un demi-siècle, la Roumanie doit maintenant reprendre sa démarche stratégique de modernisation et de développement, re-rejoindre l'Europe, rouvrir le débat culturel, refaire son tissu social, promouvoir la réforme – en commençant par la morale – la projeter dans les profondeurs de la société, c'est-à-dire, en bref, relever le grand défi - devenu sisyphique - de la même modernisation inaugurée au XIXe siècle. Les 15 dernières années, malheureusement, la société roumaine n'a reçu de sa classe politique que des signes confus, populistes, velléitaires, des réformes ajournées et sans consistance. Ces contre-performances – expliquées par le très-très lent abandon du totalitarisme communiste, de l'économie contrôlée et par le manque de volonté compétitive – n'ont jamais permis à la société roumaine de s'ouvrir vers une sincère évaluation de la capacité du pays, de son potentiel humain et culturel, si nécessaire pour la modernisation actuelle. Sans un projet conçu et appliqué pour cette époque de transition, sans une dimension stratégique, les solutions salvatrices ne pouvaient pas naître. On a fait trop peu pour changer les mentalités dans une société où la simple adhésion de l'élite à l'idée d'européisation et son enthousiasme pour l'Occident des valeurs, ne suffit pas.

Le retard et les réformes ajournées nous font maintenant, en 2005, à l'heure de l'intégration européenne, nous demander si on est véritablement préparés pour assumer le devoir de la modernisation commencée au XIXe siècle, mais cette fois, dans son nouveau visage européen institutionnalisé.

La réunification du Continent par le processus d'intégration a une puissante motivation culturelle et est fondée sur des normes, valeurs morales et institutionnelles. D'ailleurs, dans son ouvrage „The Clash of Civilisations", de 1993, Samuel Huntington montrait que "la source principale d'un conflit dans le monde d'après 1989 ne sera plus idéologique, mais économique ou culturelle"[18]. A côté de ces nouvelles positions on retrouve les opinions d'un Francis Fukuyama qui, lui-aussi, pour souligner le manque de valeurs morales à l'intérieur du communisme, considérait sa chute comme une "fin de l'Histoire"[19], raison de plus pour re-créer les fondements culturels de notre monde, aujourd'hui.

Lorsque Mathieu Périchaud se demandait dans quelle mesure l'unification de l'Europe est un pas vers la globalisation, son apanage ou son complément[20], Tomlinson lui répondait que la globalisation se trouve au centre de la culture moderne et qu'au milieu de la globalisation on retrouve les politiques culturelles[21]. Roland Robertson, discutant "la mythologie de la globalisation" (appelée ainsi d'après Ferguson)[22] réintroduit dans le débat le thème des fondements culturels[23], pendant que Viviane Reding, membre de la Commission Européenne, soulignait, à son tour, en 2004 – pendant le colloque "Les provocations de l'éducation en Europe" - que l'Europe est un espace plurilingue et pluriculturel, que l'Union Européenne est une union volontaire d'Etats ayant tous une histoire propre, particulière, des structures politiques, économiques et sociales spécifiques, chaque pays avec son patrimoine culturel et sa langue nationale. Personne ne conteste ces faits, ni le fait que notre continent est le berceau d'une civilisation exceptionnelle qui partage des caractérisiques communes tout en étant d'une diversité extraordinaire[24].

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

Autrement dit, le fondement culturel européen, avec ses traits spécifiques d'une région à l'autre, a joué et joue le rôle le plus important dans le processus d'unification de l'Europe ; son but est de renforcer la cohésion et la solidarité des Européens, car l'espace européen ne s'est jamais défini seulement par l'économique (Marché commun, monnaie unique).

C'est l'histoire qui reflète le mieux la culture et l'identité de l'Europe. La culture est la "mémoire génétiquement non transmissible des Européens ; et elle est mémoire seulement si elle arrive à créer son propre modèle[25]".

Le démarche d'introspection dans les valeurs culturelles européennes n'est pas gratuite ; pour moi, la re-création des identités et la valorisation des fondements culturels européens sont décisives à la fois pour l'intégration européenne de la Roumanie et pour le futur de l'Europe.

En ce que concerne l'analyse de l'intégration européenne, Adrian Marino – homme de lettres et philosophe de la culture qui, malheureusement a quitté ce monde il y a deux semaines – tenait pour évident le fait que la seule contribution originelle de notre culture après 1989 était l'*incipiente politiologie* roumaine[26]. Peut-être cette définition est-elle trop critique ; elle a toutefois le mérite de signaler les risques de la précarité du projet culturel chez nous. Un historien comme Sorin Antohi nous invite à une nouvelle lecture de la culture roumaine faite à la fois par les moyens critiques traditionnels et par une infusion massive de références critiques et de compétences occidentales[27]. Un politologue comme Cristian Preda, avec sa rigueur bien connue, commente et amende le projet européen proposé par Adrian Marino, insistant sur la définition précise de "culture et valeur", "culture et societé", "comportements intellectuels", etc. Il montre que les suppositions libérales – comme le "policentrisme culturel" ou le "pluralisme des idées" – peuvent être facilement intégrés dans la langue de bois si l'on trouve pas les arguments nécessaires pour les définir. Preda se demandait rhétoriquement comment définir les deux Roumanies actuelles : l'une, éthniciste-nationaliste et traditionnelle, rurale ; l'autre, urbaine, pro-européenne et moderniste. Ou bien en se demandant encore : "Qu'est-ce que la Roumanie d'aujourd'hui ?"[28] laissant le débat ouvert. M. Sora parle de la culture et de l'intégration des "fausses élites politiques" et de la mentalité roumaine d'être assisté par l'Etat. Nicolae Manolescu – dans le même contexte[29] – cherche les points de contact entre les identités culturelles nationales et européennes, etc.

Virgil Nemoianu, Matei Călinescu, Mircea Cărtărescu, Alexandru Paleologu et tant d'autres se rapportent avant tout à la culture lorsqu'ils analysent les provocations de l'intégration européenne. Dans le même domaine, culture-société-politique se situe Vladimir Tismăneanu, Andrei Cornea, Dan Pavel … .

L'introduction, dans la paradigme de l'intégration européenne, de l'argument culturel est essentielle. Le projet roumain – comme celui des autres pays de l'espace ex-communiste, comme celui des pays de l'Europe occidentale – est surtout un projet culturel. Pour que celui-ci s'accorde aux débats et au rythme de l'Europe il est fort nécessaire de reprendre la discussion – voire la polémique – identitaire, de récupérer la dimension normative, morale et culturelle sans laquelle la modernisation et l'intégration européennes de la Roumanie ne serait pas possible.

La Roumanie a besoin plus que jamais d'un projet culturel et de ses intellectuels. Si, immédiatement après la chute du communisme, chez nous – comme partout dans l'Europe ex-communiste – les intellectuels ont senti le besoin de se justifier, en Europe centrale ils ont trouvé aussi les moyens de s'impliquer. Ils ont trouvé des solutions pour les pays dont la transition impliquait aussi un changement culturel. Mais en Roumanie, l'activité des intellectuels, dans la transition politique du communisme à la démocratie, a été modeste, sinon maigre. C'est d'ailleurs pourquoi soutenir le processus d'intégration de ce pays à l'Europe crée le besoin d'une sorte de messianisme comparable à celui

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

décrit par Thomas Carlyle en 1883, quand il expliquait pourquoi l'intellectuel héroïque a toujours déterminé le cours de l'histoire moderne[30]. Pour Carlyle, écrire et agir politiquement allaient ensemble.

À la fin du XXe siècle, l'Europe reste le principal producteur d'idées dont le but est la ré-invention et la consolidation de la démocratie ; cela confirme, sans doute, Carl von Lynee qui définissait « *l'homo europaeus* », cette formule suprême de « l'*homo sapiens* » comme "levis, argutus, inventor ". L'Européen – avec majuscule – est l'égal de l'homme de science ou de l'intellectuel.

La Roumanie de l'année 2005 a besoin plus que jamais de l'implication et de l'apport des intellectuels. Cette seconde modernisation – en même temps qu'une adhésion institutionnelle à l'Europe – nécessite un message culturel vigoureux (à cause d'une classe politique dont les performances sont bien modestes). Les intellectuels ont l'obligation morale, normative, de conduite et d'éthique sociale de soutenir le processus d'intégration européenne du ce pays.

L'intégration européenne de la Roumanie est, d'un autre côté, imminente et elle nous oblige à assumer d'une manière impérieuse un changement moral majeur. Il ne sera que positif. Tout simplement parce que la Roumanie d'aujourd'hui a dépassé l'âge des isolements politiques, économiques, culturels et intellectuels et parce qu'elle doit s'affirmer et recréer sa position et son identité dans la grande famille européenne.

Notes

[1] © revue de la Faculté des Etudes Europeennes de Cluj, Studia Europaea.

[2] George Therborn, *European Modernity and Beyond*, S.A.G.E, London, Thousand Oaks New Delhi, 1995, p. 207

[3] Neagu Djuvara, *Intre Orient şi Occident*. Țările Române la începutul epocii moderne, ed. Humanitas, Bucureşti, 2002, p.8

[4] S. Rokkan, *Eine Familie von Modellen für die vergleichende Geschichte Europas*, in "Zeitschrift für Soziologie", nº 9/2, 1980, p. 123

[5] *ibidem,* p. 128

[6] voir Daniel Barbu *Bizanţ contra Bizanţ,* ed. Nemira, Bucureşti, 2001 ; Lucian Boia, *România, ţară de frontieră a Europei,* ed. Humanitas, 2001 ; Nicolae Iorga, *Bizanţ după Bizanţ,* ed. Enciclopedică Română, 1972 ; E. Lovinescu, *Istoria civilizaţiei române moderne,* ed. Ancora, Bucureşti, 1924 ; C.C. Giurăscu, *Formarea statului naţional român unitar,* Bucureşti, 1975 ; Charles and Barbara Jelavić *Formarea statelor balcanice,* ed. Dacia, Cluj, 1999

[7] P.P. Panaitescu, *Introducere la istoria culturii româneşti,* ed. Ştiinţifică, Bucureşti, 1969, p. 205

[8] voir Nicolae Bocşan *Contribuţii la istoria iluminismului românesc,* ed. Facla, Timişoara, 1986

[9] Neagu Djuvara, *op. cit.,* p. 9

[10] Lucian Boia, *Istorie şi mit în societatea românească,* ed. Humanitas, Bucureşti, 1987

[11] voir Ştefan Zeletin, *Burghezia română. Originea şi rolul ei istoric,* Bucureşti, ed. Culturală Naţională, 1923 (reed. Humanitas, 1991)

[12] Lucian Boia, *op. cit.,* p. 13

[13] à voir l'entière littérature historique, politique et culturelle, où l'on peut citer les ouvrages de Titu Maiorescu, P.P. Carp, Gherea, Eminescu, apoi Ion C Brătianu, Kogălniceanu, I.G. Duca, Al. Marghiloman, N. Filipescu, etc. Histoire contemporaine : Gh. Platon, I. Bulei, I. Agrigoroaie, N. Bocşan, ou I. Maier, *Studii de modernizare a României. Între pacea de la Adrianopole şi urcarea pe tron a lui Carol al II-lea 1829-1930,* in "România în obiectiv, limbă şi politică. Identitate şi ideologie în transformare", ed. Krista Zach, München, 1998.

[14] Gheorghe Gheorghe, *Tratatele internaţionale ale României, 1919-1939,* vol. I et II, ed. Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1980 ; Pascu Ştefan Marcel, *Bibliografia Unirii Transilvaniei cu România* in Anuarul Institutului de Istorie, Cluj-Napoca, tome XI[e], 1968, pp. 171-258 ; Bold Emilian, Dobrinescu Valeriu-Florin, *Conferinţa de pace de la Paris 1919-1920, in* "Românii şi istoria universală I", coord. I. Agrigoroaiei, Gh. Buzatu, V. Cristian, Univ. Al. I. Cuza, Iaşi, 1986 ; Lucian Leuştean *România, Ungaria şi Tratatul de la Trianon,*

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)

1918-1920, ed. Polirom, Iaşi, 2002.

[15] Zigu Ornea, *Tradiționalism şi modernitate în deceniul al treilea,* ed. Ştiințifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1980

[16] Sorin Alexandrescu *Paradoxul român,* ed. Univers, Bucureşti, 1988, pp. 8-26 ; Lucian Boia, *Jocul cu trecutul. Istoria întreadevăr şi ficțiune,* ed. Humanitas, Bucureşti, 1998

[17] *ibidem*, pp. 45-105

[18] S. Huntington *The Clash of Civilisations*, 1993, p. 5

[19] Francis Fukuyama *The End of History and the Last Man,* Free Press, New York, 1992

[20] Mathieu Périchaud *L'Europe et la globalisation,* www.diploweb.com, 2001, p. 7

[21] John Tomlinson, *Globalizare şi cultură,* 2004, p. 9

[22] R. Robertson şi M. Featherstone, *Localisation, Globalism and Cultural Identity,* 1995, p. 25

[23] M. Ferguson, *The Mythology about Globalisation*, 1992, p. 69

[24] Viviane Reding, *Les défis de l'éducation en Europe,* mai 2004

[25] Al treilea discurs – Adrian Marino în dialog cu Sorin Antohi, ed. Polirom, 2001, p. 58

[26] Adrian Marino, *op. cit.*, p. 112

[27] *ibidem*, p. 114

[28] Cristian Preda, *Modernitatea politică şi românismul,* ed. Nemira, 1998, p. 242

[29] *Nostalgia Europei – volum în onoarea lui Alexandru Paleologu*, ed. Polirom, 2003, p. 85 et suiv..

[30] Thomas Carlyle *Hero Worship and the Heroic in History,* London, 1893, pp. 144-152

BDD-A2234 © 2006 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 02:03:55 UTC)